

DÉLIBÉRATION n°2022-16
Conseil d'Administration de l'IEP de Rennes
Séance du 15 juin 2022

Adoption du compte-rendu du Conseil d'Administration
du 26 avril 2022

Le Conseil d'Administration,

Vu le Code de l'éducation,

Vu les statuts de l'IEP de Rennes, en particulier l'article 23-1 du règlement intérieur tel qu'adopté par la délibération 2016-25 du 23 mai 2016,

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

Article unique

Le compte-rendu du Conseil d'Administration de l'IEP de Rennes du 26 avril 2022 est adopté.

Membres en exercice : 28 membres
Membres présents ou représentés : membres

Votes : Refus de participer au vote :
Abstention :
Contre :
Pour : 20

Délibération : **adoptée.** refusée.

15 juin 2022

Le Président
du Conseil d'Administration



Yann LEJOLIVET

Document(s) en annexe au présent extrait :

Compte-rendu du conseil d'administration du 26 avril 2022 (8 pages)

Extrait transmis au Recteur Chancelier des Universités le :

Présents

- (1) M. Yann Lejolviet, Président du Conseil d'administration
- (2) M. David Alis
- (3) Mme Audrey Ballu-Gougeon
- (4) M. Romain Pasquier
- (5) M. Thibault Tellier
- (6) M. Emmanuel Couet
- (7) Mme Armelle De Guibert
- (8) M. Nicolas Escach
- (9) M. Gil Desmoulin
- (10) Mme Marta Iglesias
- (11) M. Aurélien Drevet
- (12) M. Cleden Le Bras
- (13) M. Jérôme Lartigau
- (14) Mme Blandine Le Parc
- (15) Mme Élisabeth Gicquiaud
- (16) M. Vincent Valentin
- (17) Mme Nathalie Pruchon
- (18) Mme Adeline Thobie
- (19) Mme Morgane Arzul

Représentés

- (20) Mme Laurence Bertrand-Dorléac
- (21) Mme Nathalie Colin
- (22) Mme Maryvonne Le Brignonen
- (23) Mme Claire Toupin-Guyot
- (24) Mme Emma Theobald

Membres ayant voix consultative

M. Pablo Diaz, Directeur de l'IEP
M. Vincent Brunie
M. Augustin Berne

Invités

- (25) M. Guillaume Julien
- (26) Mme Cyrielle Leclerc
- (27) M. Alan Leroux
- (28) M. Sébastien Chable
- (29) Mme Pauline Cardot
- (30) Mme Aurore Bordais

M. Lejolviet, Président du Conseil d'administration, donne lecture des différentes procurations.

| | | |
|-------------------------------|-----------------|--------------------|
| Mme Laurence Bertrand-Dorléac | Donne pouvoir à | M. Yann Lejolviet |
| Mme Nathalie Colin | Donne pouvoir à | M. Yann Lejolviet |
| Mme Maryvonne Le Brignonen | Donne pouvoir à | M. Jérôme Lartigau |
| Mme Claire Toupin-Guyot | Donne pouvoir à | M. Gil Desmoulin |
| Mme Emma Theobald | Donne pouvoir à | Mme Cleden Lebras |

M. Lejolviet précise qu'il s'agit d'une réunion d'informations et d'échanges pour une décision importante, qui pose les fondations du projet UniR. Il rappelle que la Direction s'est engagée à organiser un débat préalable au vote des statuts. Il salue ensuite la présence de M. Lartigau, qui représente la directrice de l'INSP.

M. Lartigau précise qu'il est chargé du pôle stratégie et partenariats. Il indique que les évolutions de l'INSP l'amèneront à être plus présent au sein des conseils d'administration des IEP et que d'autres évolutions concernent également le centre de préparation.

M. Lejolviet se réjouit de sa présence et du message qu'il porte. Il souligne que la Bretagne peut proposer quelques idées en matière de territorialisation d'action publique. Il accueille ensuite, M. Brunie, le nouveau directeur de l'INSA, et salue l'arrivée au sein de l'instance de Mme Ballu-Gougeon.

Mme Ballu-Gougeon précise qu'elle est avocate en droit du travail.

Il est procédé à l'appel.

- **Projet de statuts du futur Établissement Public Expérimental (EPE) pour le site universitaire de Rennes**

Un document est présenté en séance.

M. Diaz précise que le Conseil d'administration du 15 juin permettra de voter pour le président du futur CA pour trois ans, suite aux nominations notifiées par le Recteur. Il rappelle que la délibération du 5 janvier lui a donné le pouvoir d'entreprendre la négociation et la réflexion autour de Sciences Po comme établissement-composante du projet. La présente réunion est l'occasion de réaliser un bilan suite à la rédaction des statuts provisoires, qui seront présentés aux instances de chaque établissement. La DGESIP instruit actuellement les statuts et devrait adresser sa réponse courant juin, ce qui permettra ensuite de modifier le texte à la marge et d'essayer de l'adopter, avant l'été ou début septembre. M. Diaz indique que l'Établissement travaille parallèlement à l'élaboration du contrat de site, qui comprend l'Établissement Public Expérimental, Rennes 2 et l'INSA. Il signale que les plans détaillés des contrats 2022-2027 de chaque établissement et de l'EPE doivent être envoyés au cours de la semaine du 25 avril à la DGESIP : ce même exercice doit être effectué par Rennes 2 et l'INSA. La finalité est de programmer le 2 juin une rencontre entre le site rennais et la tutelle afin de présenter le contrat 2022-2027 et de formuler une demande de moyens pour l'accompagner dans ce projet de structuration.

M. Diaz rappelle que trois conditions de réussite incontournables avaient été définies le 5 janvier :

- avoir des statuts permettant à l'IEP de garantir son indépendance, son agilité et sa capacité d'innover, ainsi que sa personnalité morale et juridique ;
- permettre le développement de l'IEP dans le cadre de l'EPE ;
- obtenir des moyens à la hauteur des forts enjeux.

Il souligne que la négociation et la discussion autour des statuts ont représenté un travail très dense depuis janvier pour les autres chefs d'établissement et lui-même. Ils ont réussi à penser prioritairement à l'intérêt général pour aboutir à des statuts dans lesquels les quatre établissements-composantes et l'Université de Rennes se retrouvent. Le nouvel établissement public d'enseignement supérieur et de recherche pluridisciplinaire a pour ambition de pouvoir répondre, d'un point de vue scientifique et académique, aux grands défis d'un monde en transition. M. Diaz précise que l'Université de Rennes 2 sera une université associée avec un statut privilégié et que l'INSA Rennes est partenaire depuis le début de la convention de coordination territoriale : l'INSA s'est toutefois laissé le temps de la réflexion par rapport à sa collaboration. Il ajoute que les organismes nationaux de recherche (CNRS, INRAE, INSERM...) accompagnent également ce projet. Il rappelle que le nouvel établissement aura une représentation territoriale importante en Bretagne et dans le Grand Ouest. Ses missions s'articuleront autour de cinq axes :

- la recherche ;
- l'expérience étudiante ;
- la formation ;
- la RSE ;
- l'ouverture à l'international.

Elle poursuivra quatre objectifs :

- définir une stratégie unifiée s'appuyant sur les atouts et les complémentarités des établissements ;
- renforcer l'attractivité, la lisibilité et la reconnaissance du site rennais à l'échelle nationale, européenne et internationale ;
- se doter de moyens renforcés au bénéfice des personnels et des étudiants ;
- pérenniser les réussites et développer les réponses communes aux grands appels à projets.

M. Diaz explique que les statuts permettent de décrire les modalités de fonctionnement communes à l'ensemble de l'établissement. L'Université de Rennes reprend l'ensemble des prérogatives de l'Université de Rennes 1 (qui disparaît) et les établissements-composantes conservent leur personnalité morale et juridique, ainsi que leurs prérogatives avec leurs instances délibératives. Ainsi, les cinq établissements construisent une nouvelle université.

M. Lejolviet souligne que les quatre établissements présentent les projets de statuts à leur instance au cours de la semaine du 25 avril.

M. Diaz précise ensuite que les quatre établissements-composantes ont travaillé collectivement et de manière cohérente pour rédiger l'article 7, qui définit le rôle et la place des établissements-composantes : ils devront coopérer et être pleinement acteurs du nouvel établissement, tout en maintenant et en garantissant leur personnalité morale, leur autonomie et leur indépendance. Il insiste sur le fait que la stratégie qu'ils mènent doit être en cohérence avec la stratégie de l'EPE. Les compétences de l'Université de Rennes s'articuleront autour de deux axes :

- la définition et la mise en œuvre de la stratégie globale, particulièrement sur la formation, la recherche et l'innovation ;
- la coordination :
 - o des politiques budgétaires et de ressources humaines ;
 - o des actions à l'égard de ses partenaires institutionnels ;
 - o des réponses aux grands appels à projets.

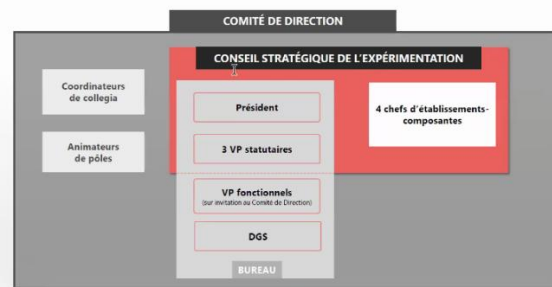
Les membres partageront trois caractéristiques majeures :

- l'ensemble des diplômes porteront la mention de l'Université de Rennes ;
- les publications scientifiques respecteront la charte de signature commune ;
- l'Université de Rennes et ses établissements-composantes s'appuieront sur une marque commune.

En application du principe de subsidiarité, la gouvernance reposera sur trois types d'organes :

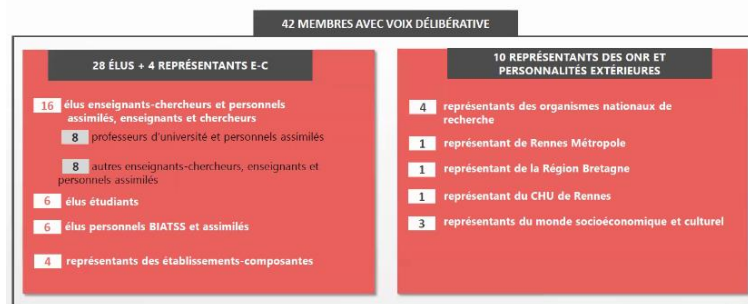
- les instances de direction ;
- les conseils centraux ;
- les autres conseils.

M. Diaz présente ensuite l'organisation du comité de direction :



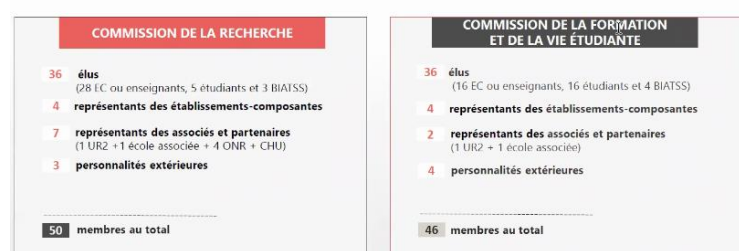
Cette nouvelle organisation tient compte des établissements-composantes, qui disposent d'instances délibératives autonomes, tout en étant partie prenante de la nouvelle université. Le conseil stratégique de l'expérimentation sera saisi sur les sujets liés à la conduite de l'expérimentation, il préparera et coordonnera les contrats pluriannuels d'objectifs entre l'Université de Rennes et ses établissements-composantes dans le cadre de la stratégie globale.

M. Diaz décline ensuite la composition du CA, qui intégrera la représentation de chaque établissement-composante :



Les représentants des établissements-composantes seront un binôme d'élus au CA des instances. Les étudiants pourront également élire leurs représentants au CA de l'Université de Rennes et se présenter aux élections.

M. Diaz décrit ensuite la composition de la commission recherche et de la commission de la formation et de la vie étudiante :



Le conseil étudiant, constitué de l'ensemble des étudiants des établissements-composantes et des composantes de l'Université de Rennes aura un avis consultatif sur l'ensemble des problématiques de la vie étudiante. Les projets de statuts prévoient enfin dans l'article 50 les modalités d'entrée et de sortie d'un établissement-composante pendant la période d'expérimentation : une décision de sortie ne pourra pas être refusée. M. Diaz insiste sur le fait que ces statuts ont été construits dans le cadre d'une démarche collective et collaborative. Il estime qu'ils maintiennent la capacité de l'IEP à poursuivre son fonctionnement historique tout en lui donnant une nouvelle dimension, qui lui permettra d'avoir des effets de levier et d'avancer collectivement sur de nouveaux projets.

M. Alis rappelle qu'il existait auparavant en France une coupure historique entre les universités, les grandes écoles et les organismes nationaux de recherche. Il explique que le gouvernement a proposé de rompre ce fonctionnement, de supprimer les universités fédérales, de développer des liens organiques et d'avoir des transformations positives. Il souligne que Rennes, Toulouse et Lyon sont les trois sites et trois métropoles qui ne sont pas encore dans le schéma attendu, mais qu'ils correspondent à un besoin au niveau national. Il indique que les cinq établissements ont travaillé pour répondre au besoin et coconstruire ensemble. Il estime que ce projet est important pour Rennes et la Bretagne, qui manque d'EPE. Il met par ailleurs en exergue que ce projet est une reconnaissance morale, en termes d'attractivité, de visibilité et de moyens. Il ajoute que les établissements-composantes pensent pouvoir peser plus positivement pour le site rennais et l'académie au niveau européen, ainsi que dans le cadre des schémas régionaux et de France 2030. Il souligne qu'ils souhaitent que d'autres établissements associés rejoignent l'Université de Rennes pour peser encore plus fortement. Il considère qu'il s'agit d'un moment fondateur : ce travail intense a permis à l'université d'inventer son propre modèle, qui lui donne l'occasion de grandir ensemble, de peser collectivement et d'augmenter la reconnaissance du territoire, au service des étudiants.

M. Brunie explique que l'INSA a pris une position d'attente, car l'Institut était dans une période de direction d'intérim. Il met en exergue que son établissement a besoin de la construction d'un site scientifique solide, de très haut niveau, si possible de rang mondial, auquel s'adosser.

M. Pasquier souhaite saluer l'important travail réalisé qui laisse augurer de belles perspectives pour le site rennais, qui en avait besoin. Il observe toutefois que la feuille de route prévoyait que l'IEP devait récupérer des locaux pour son développement sur le site de la Duchesse Anne. Il souhaite donc savoir si ce dossier a également avancé.

M. Diaz explique que le sujet concernait la question des moyens à court et moyen terme (financiers et humains), ainsi que la question des locaux afin d'accroître les promotions et le nombre d'étudiants : le projet serait de bénéficier des locaux occupés par l'IPAG. Il traite ce point en bilatéral avec M. Alis : l'objectif est d'avoir un engagement des CA respectifs avant l'été.

M. Alis confirme que l'Université a pris l'engagement de libérer à terme ces locaux. Il pense que le sujet concerne également les prépas concours, qui représentent selon lui un enjeu très fort. Il estime que le projet est l'occasion de travailler plus loin collectivement.

Un intervenant sollicite des précisions concernant le fonctionnement des collegia.

M. Diaz répond qu'il s'agit d'une organisation interne à l'Université de Rennes 1, qui évoluera : Sciences Po n'en fera pas partie.

M. Alis précise que Sciences Po, l'EHESP et l'ENS ne font pas partie des collegia pour des raisons identitaires, mais il souligne qu'un travail partenarial est réalisé. Il insiste par ailleurs sur le fait que la création de ce nouvel établissement a pour ambition de structurer au service des communautés, des étudiants et des personnels, en lien avec les collectivités.

Une intervenante sollicite ensuite des précisions concernant l'articulation entre les doubles formations proposées dans le cadre de la cohérence de l'offre de formation.

M. Diaz indique que la stratégie de l'IEP a toujours été de créer des formations complémentaires et pluridisciplinaires, qui n'existent pas, ce qui lui permet de ne pas être en confrontation ou en concurrence directe. Il convient que la préparation à l'ENM est un cas particulier, mais il met en exergue que les deux prépas fonctionnent bien. Il estime que la participation à une même instance permettra d'avoir une meilleure connaissance de l'offre de formations proposée et d'être cohérent dans la future offre. Il rappelle que le premier axe stratégique du projet de contrat d'établissement 2022-2027 de chaque établissement-composante intégrera la contribution de l'établissement à la future université : l'IEP se place comme le catalyseur de la dimension politique publique dans la recherche et la formation avec comme chef de file la prépa concours.

M. Alis souligne qu'il existait un fort enjeu de coordination et de construction collective. Il confirme que la finalité pour les établissements est de grandir ensemble avec des logiques de chefs de file et que l'Université de Rennes peut jouer un rôle fédérateur.

Un intervenant comprend l'avantage de créer une structure plus importante en termes de reconnaissance nationale et internationale, mais il remarque que cette taille peut aussi représenter un inconvénient, particulièrement en termes de gestion. Il se demande si les étudiants se retrouveront dans une structure de cette dimension avec des formations aussi diverses. Il s'enquiert ensuite des quatre secteurs de formation définis dans les collèges d'étudiants pour les élections.

M. Diaz rappelle qu'il souhaite que l'IEP puisse garder sa capacité d'action, d'innovation et d'agilité, signer des conventions avec les partenaires économiques et socioculturels qu'il désire et donner un cadre de la vie étudiante, qui est celle de Sciences Po Rennes. Il explique que faire partie de l'université comme établissement-composante permet, au-delà de ce qui est proposé actuellement, de mutualiser plus fortement les services communs de l'université. Il pense que les statuts arrivent à un bon équilibre entre l'indépendance, l'autonomie, le bon fonctionnement et la mutualisation. Il précise que l'IEP aura sa propre CVEC interne et que des financements pourront être mutualisés pour l'ensemble des associations des différents établissements.

M. Desmoulin explique que le principe de subsidiarité permet d'adopter des décisions au niveau de l'établissement, si la gestion est plus efficace à ce niveau. Il indique par ailleurs que les statuts seront complétés par un règlement et que l'objectif est d'avoir le maximum de décentralisation, qui sera nécessaire dans la gestion des collegia.

M. Alis estime qu'il est très important que l'Université de Rennes se place dans cette dynamique : Rennes et la Bretagne perdraient beaucoup selon lui si elles ne pouvaient pas bénéficier de ce statut. Il rappelle que cette opportunité est limitée dans le temps.

Un intervenant regrette que la représentation étudiante ne dispose pas d'une voix consultative au sein du comité de direction.

M. Diaz précise que les décisions les grands projets seront présentés aux instances délibératives (CA de l'EPE ou CA de Sciences Po), au sein desquelles la représentation étudiante est présente. Il rappelle que les dossiers pourront également être instruits en amont par les commissions et le conseil étudiant, mais que l'objectif n'est pas d'avoir une co-gouvernance avec la représentation étudiante.

Un intervenant considère qu'il serait essentiel que le CA ne soit pas mis devant le fait accompli. Il observe en outre que les statuts ne prévoient pas la constitution de commissions, alors qu'elles permettraient de faire circuler les informations. Il insiste sur le fait qu'il demande que la représentation étudiante dispose d'une voix consultative.

M. Desmoulin remarque que les étudiants peuvent être invités ponctuellement et que le règlement intérieur de la future université permettra de définir le fonctionnement du CA.

M. Alis explique que la composition du conseil stratégique de l'expérimentation est relativement restreinte, mais que l'article 29 relatif au comité de direction élargi pourrait intégrer la représentation étudiante. Il souligne qu'il convient toutefois d'attendre le retour DGESIP.

Un intervenant sollicite ensuite des précisions concernant la subsidiarité et le partage des compétences entre les établissements-composantes et l'EPE. Il n'est pas certain que les statuts amènent des garanties concernant le cadrage des compétences pouvant être déléguées du CA d'un établissement-composante vers l'EPE, et réciproquement.

M. Diaz répond que les statuts n'engendrent aucune remise en cause ou transfert des compétences de l'IEP à l'université : une compétence peut être transférée ou déléguée, et l'IEP peut également porter une des compétences de l'Université. De telles décisions ne pourront pas être prises sans l'autorisation du CA. M. Diaz ajoute qu'en cas d'opposition entre le règlement de l'EPE et de l'IEP, un article du règlement prévoit que celui de l'IEP s'impose.

Une intervenante souhaite savoir si l'article 28 prévoit un droit de veto pour le conseil stratégique de l'expérimentation si l'Université de Rennes propose un projet qui ne convient pas à l'IEP. Elle sollicite également des précisions concernant la rédaction du règlement intérieur.

M. Diaz précise que la rédaction débutera avant la création de l'EPE, mais qu'il sera adopté par le nouveau CA de l'Université, après les élections. Il insiste sur le fait que le CA de l'Université de Rennes ne peut pas prendre de délibérations allant à l'encontre des prérogatives et des compétences d'un établissement-composante.

M. Alis ajoute que ce point est prévu par l'article 52. S'agissant du conseil stratégique de l'expérimentation, il souligne que les établissements ont toujours fonctionné avec la volonté de consensus.

M. Desmoulin signale que ce principe est défini dans l'article 28.

Un intervenant sollicite des précisions concernant l'article 3b.

M. Diaz explique que la formation des associations de l'ensemble des associations de toute l'Université pourrait par exemple déléguer à l'IEP.

Un intervenant M. Desmoulin met en exergue que le projet permettrait, au-delà des économies d'échelle, d'unifier les parcours hybrides « à cheval » sur plusieurs établissements et de lever des barrières administratives et techniques. Il souligne que le projet apporterait aussi plus de souplesse et de réactivité, ainsi qu'une plus grande efficacité et efficience. Il observe toutefois qu'il conviendra d'être vigilant à ne pas tomber dans l'écueil d'une centralisation excessive, qui soit plus lourde que des démarches séparées.

M. Brunie ajoute que tout transfert est à mettre au crédit de la collaboration.

M. Alis indique que les établissements-composantes peuvent porter pour le collectif, à l'instar du centre de mobilité internationale, et que l'EPE peut être au service du collectif.

Un intervenant s'enquiert de la composition du comité d'orientation stratégique international.

M. Diaz précise que cette structure, qui apporte une expertise extérieure sur la stratégie portée par l'Université, est composée de chercheurs et d'enseignants-chercheurs nationaux et internationaux.

M. Alis ajoute que le comité est constitué de personnalités ayant un regard de haut niveau et visant à aider l'Université dans une approche internationale. Il pense que ce comité peut aider demain l'Université dans son positionnement sur les politiques publiques et les politiques européennes, ainsi que dans son rayonnement et ses partenariats.

Un intervenant explique que Solidaires réitère que les statuts ne suffisent pas à lever certaines inquiétudes. Il souligne que les intentions présentées en réponses demandent à être concrétisées, particulièrement concernant la pérennité des filières, la non-sélection à l'université et sa gratuité. Il observe par ailleurs que le fait de greffer les établissements-composantes au CA de Rennes 1 engendre que seuls six élus étudiants siègeront au CA pour représenter 37 000 étudiants et que l'instance sera à forte dominante Rennes 1. Il regrette que le conseil étudiant, qu'il juge intéressant, ne soit pas décisionnaire : il existe selon lui un risque que seules les décisions non contradictoires avec les politiques menées par les comités de direction soient retenues. Il rappelle que Solidaires s'est opposé à l'ordonnance de 2018, qui est un recul de l'ambition de service public. Le syndicat dénonce par ailleurs l'obsession de la marque et du prestige, car elle peut aboutir à se conformer à une compétition internationale et à une course aux classements, aux frais des usagers. L'intervenant insiste en outre sur le fait que toutes les compétences ne peuvent pas être mutualisées, à l'instar des infrastructures de santé. Il explique que les statuts présentés n'alarment pas fondamentalement Solidaires, mais que le syndicat réitère son analyse de l'ordonnance : il considère qu'il s'agit d'une « boîte de Pandore » pour la flexibilisation et la « casse » du service public. Il indique que les inquiétudes de Solidaires ne seront jamais levées et que le syndicat sera toujours en opposition dans un esprit de défense du service public, de l'université libre, gratuite et autogestionnaire. Il ajoute que cette vision est majoritaire parmi les étudiant(e)s de l'IEP.

M. Lejolviet l'invite à transmettre cette contribution. Il a l'espoir que le projet aboutira à l'ambition fixée.

Un intervenant indique qu'il pourra envoyer un texte complet.

M. Lejolviet en convient. Il remercie ensuite les membres pour la qualité des échanges. Il félicite les négociateurs, qui ont réussi à garantir un bon équilibre : les établissements-composantes sont prêts à mutualiser et à mettre en œuvre une intelligence collective, sans toutefois perdre leur personnalité. Il met en exergue que les statuts :

- montrent une ambition forte :
 - en externe : il sera essentiel que l'Université ait une visibilité à l'international et qu'elle soit considérée comme un lieu « d'excellence » ;
 - en interne : il s'agira d'apporter de la fluidité pour les parcours étudiants ;
- affichent de l'audace : le projet préserve l'individualité et la personnalité de l'IEP, ce qui constitue un élément de singularité comparativement aux autres expériences conduites ;
- apportent un équilibre entre les composantes ;
- placent l'intelligence du compromis au centre.

Il espère que le vote définitif pourra être présenté prochainement au CA de chaque établissement-composante.

M. Diaz informe les membres que le contrat d'établissement 2022-2027 sera présenté au CA pour un vote définitif à l'automne.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.